

Chambéry, le 11 juin 2020

STOP !!!!

Ras-le-bol du dénigrement permanent ! Le SNUipp-FSU tire la sonnette d'alarme.

Contrairement à ce qu'on entend dire ici ou là, les enseignant.e.s s'occupent de leurs élèves et ce, depuis le 16 mars, vacances scolaires d'avril incluses. Ils et elles sont bien là, et une fois de plus **ils et elles tiennent le système éducatif à bout de bras**.

Il n'y a même pas un an, Christine Renon, directrice d'école à Pantin, écrivait dans sa lettre, juste avant son suicide, qu'elle était épuisée, et demandait à l'institution de ne pas salir son nom. Le service public d'information s'en est chargé. Quelle honte. La coupe est pleine ; avec le "prof bashing" (re)parti de plus belle, les enseignant.e.s sont plus que jamais exposé.e.s.

En ce moment, l'éducation nationale demande aux directeur.rice.s d'écoles d'établir les motifs de non-retours de certains élèves, et de communiquer le nom (dénoncer ?) les familles, afin qu'on leur envoie un psy ou un.e assistant.e social.e, pour leur faire la morale. Nous trouvons déplacé et condescendant qu'on sous-entende que ces familles n'ont "pas compris la consigne". Les directeurs et directrices d'écoles ont déjà faites maintes et maintes relances auprès des familles, par mail et téléphone. Ils et elles ont déjà maintes et maintes fois modifié leurs organisations et protocoles d'accueil. Les familles qui ont refusé l'ont fait clairement et en toute connaissance de cause, certaines évoquant les propos du ministre sur le volontariat. Il suffisait de ne pas donner ce choix aux familles au départ. C'est la stratégie ministérielle du volontariat des familles qui tourne le dos à l'école de tous et toutes, et freine le retour des élèves ayant le plus besoin d'école. Les enseignant.e.s ne sont pas responsables de cette situation mal gérée.

Au vu du protocole sanitaire, qui n'a pas été assoupli, il n'est pas possible d'accueillir tous les élèves en même temps. Quand dans la même phrase le ministre de l'Éducation nationale dit « toutes les familles qui le souhaitent devront pouvoir scolariser leur enfant même partiellement » et « le protocole est inchangé », on assigne à l'école un objectif intenable et, par ricochet, on jette l'opprobre sur les enseignant.es. Le ministère sait très bien que l'école ne peut pas tenir cette promesse mais dégage ainsi sa responsabilité et entretient le doute sur la présence des enseignant.e.s. De même, en faisant rêver sur un accueil périscolaire parallèle qui ne peut être organisé partout, il se dédouane sur les municipalités. Bel exemple de "l'école de la confiance".

Le lien avec les familles n'est pas rompu. Le « distanciel » existe toujours. Cette pression supplémentaire sur les équipes pédagogiques, qui plus est à trois semaines de la fin de l'année scolaire, au risque de voir un nombre accru d'enseignant.e.s - notamment directeur.rice.s - friser le burn out, est inadmissible.

Pendant ce temps, le ministre met en place une stratégie du choc : il profite de cette période pour poursuivre et tenter de légitimer son projet pour une école libérale : individualisation des apprentissages renforcée par l'utilisation du numérique, resserrement des contenus sur les « fondamentaux », ouverture à un marché de l'éducation, 2S2C et « vacances apprenantes » entraînant de plus fortes inégalités territoriales et une école à plusieurs vitesses... Il est urgent de rompre avec l'école du tri social et penser ensemble l'école de demain, pour toutes et tous, celle de l'accès émancipateur de toutes et tous à une culture commune.

Plus que jamais, les équipes pédagogiques vont avoir besoin de soutien, de confiance, et de temps pour pouvoir appréhender les effets de cette crise sanitaire sur les élèves et reconstruire tout ce qui aura été chamboulé. **#MerciLesProfs**